

Agir sur les changements climatiques : **vers un dialogue élargi à la société civile canadienne**

Un recueil de textes en réponse à
Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,
un document de consensus lancé en mars 2015



Faculté des sciences





À PROPOS DE L'AUTEUR

MARC LEE

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES

Durant les six dernières années, Marc Lee a été le codirecteur du Climate Justice Project, un partenariat pluriannuel avec l'Université de Colombie-Britannique, financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Marc Lee est auteur et coauteur de nombreuses publications sur la justice climatique, les inégalités et les finances publiques.

Le Centre canadien de politiques alternatives est un institut de recherche non-partisan et indépendant préoccupé par les enjeux touchant la justice sociale, économique et environnementale. Fondé en 1980, le CCPA est l'une des voix dominantes du débat sur les politiques publiques.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

marc@policyalternatives.ca

SITE INTERNET OFFICIEL

policyalternatives.ca



UNE INTERVENTION DE MARC LEE LORS DE LA RÉCENTE DISCUSSION
SUR LA JUSTICE CLIMATIQUE DU CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES
ALTERNATIVES, UN EXERCICE DE DÉLIBÉRATION DE QUATRE JOURS
POUR TRAVAILLER EN DIALOGUE AVEC DES CITOYENS ORDINAIRES

© STINA BROWN

Contribution de

MARC LEE

Envisager un mode de vie écologique agréable en Colombie-Britannique :

leçons tirées du Climate Justice Project

Texte original en anglais disponible à www.sustainablecanadadialogues.ca/en/scd/extendingthediologue

Introduction

Cet article met en évidence certaines des principales conclusions et orientations émanant de six ans de recherche, et couvrant 30 publications, du Climate Justice Project (CJP)¹. Le CJP est une collaboration entre des chercheurs du milieu universitaire, des ONG environnementales, des syndicats et un large éventail d'autres organismes communautaires et de défense de l'environnement².

Le programme de recherche du CJP a pour objectif de mieux comprendre les liens entre les actions pour le climat et la justice sociale, principalement en utilisant la Colombie-Britannique comme étude de cas, en vue de développer des politiques plus inclusives et efficaces. Nous voyons les

inégalités extrêmes et croissantes comme l'autre vérité qui dérange. Si les politiques ne prennent pas en considération les inégalités et les ressources différentes, elles feront probablement empirer les choses pour les gens vulnérables qui ont contribué le moins au problème.

En plus de faire des commentaires sur les aspects de justice sociale de l'action climatique, nous suggérons que les mesures évoquées par le rapport *Agir sur les changements climatiques: les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* 2015 des Dialogues pour un Canada vert ne sont pas suffisantes pour atteindre la cible de réduction de 80 % des émissions pour 2050. Plus particulièrement, ce rapport n'aborde pas le concept d'un bilan de carbone global et l'importance majeure qu'une grande majorité des réserves des combustibles fossiles soient laissées dans le sol. Ci-dessous, nous décrirons brièvement les liens entre le climat, l'industrie et les politiques du marché du

1 Toutes les publications sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/climate-justice-project>

2 Voir la liste complète des partenaires et collaborateurs à l'adresse suivante : <https://www.policyalternatives.ca/projects/climate-justice-project/about/partners>

travail comme un programme visant à réaliser une « révolution industrielle verte »³.

Tarification équitable et efficace du carbone

Une taxe sur le carbone bien conçue peut être le moteur d'une révolution industrielle verte. Elle peut propulser l'action climatique des secteurs publics et privés puisqu'elle augmente le coût de l'émission de dioxyde de carbone et des autres gaz à effet de serre (GES) tout en fournissant les revenus nécessaires pour faire des investissements publics pour renforcer l'action climatique.

Un défi majeur de l'équité vient du fait que les taxes à la consommation, comme la taxe sur le carbone, sont régressives dans leur distribution — les ménages à faible revenu versent une plus grande part de leur revenu à l'impôt, même s'ils ont la plus petite empreinte carbone. En effet, l'empreinte carbone des 20 % les plus riches de la population canadienne est presque le double de celle des 20 % les plus pauvres⁴. Cela est dû au fait qu'ils ont des maisons plus grandes, plus de voitures et un niveau de consommation en général plus élevé.

Pour résoudre ce problème, nous soutenons que la moitié des revenus de la taxe sur le carbone doit être utilisée pour financer un crédit généralisé qui se dirigerait vers les ménages à faible et moyen revenus (plutôt que des réductions d'impôts sur le revenu personnel ou d'entreprise). Plus précisément, nous modélisons un système (basé sur le modèle de la Prestation fiscale pour enfants du Canada) qui offrirait un crédit carbone aux 80 % des ménages les plus modestes, avec la

moitié inférieure des ménages qui recevraient plus de crédits, en moyenne, que ce qu'ils devraient payer en taxe sur le carbone⁵.

Dialogues pour un Canada vert notent que la neutralité fiscale de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique est une option possible. Nous sommes en désaccord avec la neutralité fiscale. Plus particulièrement, l'autre moitié des recettes de la taxe sur le carbone devrait être utilisée pour soutenir les initiatives d'actions climatiques. Les principales priorités incluent : le soutien pour la croissance et les nouvelles infrastructures de transports publics, les programmes d'amélioration du rendement énergétique des édifices résidentiels, institutionnels et commerciaux, les programmes d'éducation et de formation pour le développement de l'emploi vert, les infrastructures d'énergie propre et les initiatives de conservation de la forêt. Dialogues pour un Canada vert reconnaissent clairement la nécessité d'une telle infrastructure publique verte dans son premier rapport, sans toutefois identifier une source de revenus.

Un des défis pour s'éloigner des combustibles fossiles vient des compagnies qui mettent des milliards de dollars sur la table pour leurs investissements. Nous soutenons que la taxe sur le carbone est une source idéale de revenus pour soutenir des investissements alternatifs dans les services et les infrastructures nécessaires.

Adopter l'énergie propre à 100 %

Nous soutenons en général l'accent mis par Dialogues pour un Canada vert sur la nouvelle

3 Lee, M., et Card, A. (2012). A Green Industrial Revolution: Climate Justice, Green Jobs and Sustainable Production in Canada. Centre canadien de politiques alternatives, Ottawa <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/green-industrial-revolution>

4 Lee, M. (2011). Who Occupies the Sky? Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver.

5 Lee, M. (2011). Fair and Effective Carbon Pricing: Lessons from BC. Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver, <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/fair-and-effective-carbon-pricing>. Bien que la Colombie-Britannique dispose d'un crédit à faible revenu dans le cadre de son régime de recyclage des revenus, il ne représente qu'une petite portion des revenus et il ne suffit pas pour compenser les effets régressifs de la taxe sur les ménages à faible revenu.

production d'électricité propre pour remplacer les centrales au charbon et au gaz et sur le développement d'un réseau électrique est-ouest. Cependant, nous sommes préoccupés par les possibilités de privatisation lors de la transition et nous préférons que la nouvelle production se retrouve dans le secteur public⁶.

Comme les taxes sur le carbone, la tarification de l'électricité doit prendre en compte l'impact pour les personnes à faible et moyen revenus qui paient une plus grande part de leur revenu pour les frais énergétiques/d'électricité⁷. Les ménages à faible revenu sont aussi beaucoup plus susceptibles de louer leur logement et de vivre dans des logements de moins bonne qualité. Comme locataires, ils ne sont habituellement pas en mesure de prendre des décisions importantes concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique de leur maison. Dans la mesure où de nos jours ils existent, la plupart des programmes d'amélioration du rendement énergétique des maisons ont tendance à être orientés vers les propriétaires et donc de bénéficier aux plus riches.

Le réseau énergétique de quartier (production centralisée d'énergie thermique pour le chauffage et l'eau chaude) a une longue histoire en milieu urbain et devrait avoir une meilleure place dans la transition. Modernes, les systèmes hydroniques offrent une plateforme d'infrastructure verte pour réduire les émissions de carbone pour les bâtiments. Avec 70 % de la demande énergétique comblée par la recapture de la chaleur perdue par le système d'égouts, le Neighbourhood

Energy Utility de la Ville de Vancouver, en fournissant du chauffage et de l'eau chaude aux nouveaux édifices de Southeast False Creek, est un exemple de premier plan⁸.

Transport et collectivités complètes

Nous appuyons de façon générale les orientations des Dialogues pour un Canada vert pour un système de transport à faibles émissions de carbone qui inclut l'électrification, le transport actif et les transports publics. Nous soulignons que plusieurs autres coûts externes sont associés aux transports : la pollution de l'air et sonore, le temps perdu à cause des embouteillages, les accidents causant des blessures et la mort, les autres coûts environnementaux pour l'extraction et la transformation des combustibles, et les coûts d'opportunité des espaces de stationnement⁹. Cela suggère que des investissements en transport bien conçus ont le potentiel d'améliorer la qualité de vie de différentes façons, ce qui peut être d'un intérêt plus direct pour les Canadiens, tout en diminuant les émissions de GES.

D'ici une décennie, avec un financement décent et dédié à l'expansion du transport en commun, plusieurs réseaux de transports en commun efficaces et de plus grande capacité pourraient être construits à travers le Canada. Si du financement est accordé et accompagné par des mesures visant à décourager l'utilisation des véhicules privés en diminuant les routes disponibles et les espaces de stationnements, les infrastructures existantes pourraient être utilisées plus

6 Calvert, J., et Lee, M. (2012). Clean Electricity, Conservation and Climate Justice in BC: Meeting our energy needs in a zero-carbon future. Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver, <https://www.policyalternatives.ca/electricity-justice>.

7 Lee, M., Kung, E., et Owen, J. (2011). Fighting Energy Poverty in the Transition to Zero-Emission Housing: A Framework for BC. Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver, <http://www.policyalternatives.ca/energy-poverty>

8 Lee, M. (2015). Innovative Approaches to Low-Carbon Urban Systems: A Case Study of Vancouver's Neighbourhood Energy Utility. Future Economy Project, EcoTrust and E3 Network.

9 Ces coûts externes sont estimés à trois fois les coûts d'exploitation des véhicules par Litman, T. (2010). Evaluating Transportation Economic Development Impacts: Understanding How Transport Policy and Planning Decisions Affect Employment, Incomes, Productivity, Competitiveness, Property Values and Tax Revenues. Victoria Transport Policy Institute.

efficacement. De plus, s'il y a à la fois une demande suffisante et des politiques d'aménagement du territoire faites en ce sens, en investissant dans de nouvelles infrastructures qui accéléreront les correspondances entre les transports en commun, il y aura beaucoup de place pour l'amélioration des performances et pour les bénéfices économiques¹⁰.

Notre vision à long terme est d'avoir des « collectivités complètes » qui mettent l'accent sur la marche, la bicyclette et les transports en commun, moyens de transport complétés par l'autopartage, avec une plus grande proximité de la maison du lieu de travail, des commerces, des divertissements, des parcs et des services publics¹¹. Un tel changement est déjà évident dans certaines parties des villes canadiennes. La Ville de Vancouver signalait récemment que la moitié de l'ensemble des déplacements se fait maintenant par bicyclette, à pied ou en transport en commun¹². Les collectivités complètes assurent l'égalité des personnes âgées, des jeunes, des personnes à mobilité réduite et des familles à faible revenu afin de leur permettre de vivre et de se déplacer facilement – même s'ils ne sont pas en mesure de conduire ou qu'ils n'ont pas les moyens d'avoir une voiture.

Des logements abordables doivent être intégrés dans les collectivités complètes, incluant un pourcentage minimum de logements abordables dans les nouveaux lotissements et les logements construits

pour la location¹³. Le besoin de nouveaux logements pour une population grandissante et vieillissante offre la possibilité de faire des plans de réaménagement qui renforcent les communautés complètes. Pour notre nombre croissant de personnes âgées, une gamme de plus petites résidences et d'unités de prise en charge des soins à proximité des centres de santé communautaires permettrait de réduire les problèmes de mobilité. Par des bibliothèques, des garderies et des centres de santé communautaires, les investissements dans le secteur public peuvent servir de point d'ancrage pour le réaménagement.

Boucler la boucle

« Boucler la boucle » réfère au changement d'un modèle économique linéaire – où la matière première est extraite, transformée en biens de consommation, puis jetée – vers un modèle de récupération des ressources où il y a un cycle des matériaux à travers l'économie¹⁴. En amont, les solutions proactives incluent la réduction drastique des matériaux, la refonte de la conception et la réutilisation *avant* le recyclage et le compostage. Le but est une réduction importante du volume de matériaux qui circulent à travers l'économie et, par conséquent, de la quantité d'énergie utilisée et des émissions de carbone provenant de l'extraction, de la transformation et du transport des ressources.

10 Ibid.

11 Condon, P., Doherty, E., Dow, K., Lee, M., et Price, G. (2010). *Transportation Transformation: Building complete communities and a zero-emission transportation system in BC*. Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver, <https://www.policyalternatives.ca/transportationtransformation>

12 <http://www.vancouverun.com/news/Transit+cy-cling+walking+together+rival+Vancouver+travel/11050346/story.html#ixzz3a3T58rYa>

13 Lee, M., Villagomez, E., Gurstein, P., Eby, D., et Wyly, E. (2009). *Affordable EcoDensity: Making Affordable Housing a Core Principle of Vancouver's EcoDensity Charter*. Soumission du Centre canadien de politiques alternatives à la Ville de Vancouver, <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/affordable-ecodensity>

14 Lee, M., Legg, R., Maxwell, S., et Rees, W. (2013). *Closing the Loop: Reducing Greenhouse Gas Emissions Through Zero Waste in BC*. Centre canadien de politiques alternatives, Vancouver, <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/closing-loop>. Il est à noter que le dioxyde de carbone est le plus important déchet de la Colombie-Britannique en poids – plus de 49 millions de tonnes en 2010 comparativement à 5 millions de tonnes de déchets solides générés – même si la pollution par le carbone se retrouve dans l'atmosphère et non dans un site d'enfouissement.

L'incinération est encouragée (pour la transformation des déchets en énergie) comme une façon de produire de la chaleur et de l'électricité et donne l'impression de faire disparaître les déchets. Toutefois, l'incinération transforme seulement les matériaux sous d'autres formes, relâchant dans l'air des GES et d'autres composés toxiques comme des dioxines et des furanes tout en continuant de contribuer aux déchets solides (cendres toxiques) qui doivent toujours être enfouis. L'incinération gaspille aussi l'énergie intrinsèque des produits qui provient de l'extraction et de la transformation des ressources, de la fabrication du produit et du transport.

Un large éventail d'activités économiques novatrices, incluant la dématérialisation, le soutien des économies de partage et les nouveaux modèles de location pour des services variés, sont possibles avec des politiques bien conçues. Les politiques de réutilisation pourraient appliquer le système de consigne et de retour des « bouteilles de bière » à tous les contenants de boissons, aux contenants provenant de l'épicerie, aux emballages de produits électroniques pour le grand public, etc. Cela aiderait à éliminer les matières plastiques à usage unique qui composent la moitié de tout le plastique produit.

Des politiques de réutilisation bien conçues pourraient soutenir le développement de l'économie locale et la création de nouveaux emplois verts en augmentant la capacité locale à gérer les matériaux qui sont récupérés et à leur ajouter de la valeur. Les gouvernements fédéral et provinciaux pourraient aider à construire cette capacité par leurs politiques d'approvisionnement et l'établissement de normes minimales de contenu recyclé pour le marché.

Vers des emplois verts

Comme mentionné plus haut, il y a beaucoup de travail qui doit être fait et cela devrait être adopté dans le cadre d'un projet national. Nous préconisons le désinvestissement dans les combustibles fossiles et le réinvestissement dans les services et les infrastructures vertes. De façon importante, les investissements verts ont tendance à nécessiter une main-d'œuvre plus abondante et peuvent ainsi créer de 3 à 30 fois plus d'emplois directs que des investissements équivalents dans les infrastructures de combustibles fossiles. Par conséquent, un plan de transition bien conçu devrait avoir un effet positif net sur l'emploi.

En plus des domaines mentionnés ci-dessus, un programme d'emplois verts devrait soutenir des investissements dans :

- les systèmes alimentaires locaux et durables qui seront nécessaires pour faire face aux impacts climatiques dans d'autres parties du monde, tels que la sécheresse en Californie¹⁵.
- les autres services à faible empreinte carbone, tels que l'éducation préscolaire et la garde d'enfants et les soins aux personnes âgées, incluant les soins à domicile et les résidences avec soins spécialisés.
- l'augmentation des possibilités d'apprentissage et de formation pour les populations traditionnellement défavorisées.

Nous devons aussi assurer une stratégie de « transition juste » pour les travailleurs dans l'industrie des ressources. Le coût des ajustements ne devrait pas être endossé

¹⁵ Lee, M., Barbolet, H., Adams, T., et Thomson, M. (2010). Every Bite Counts: Climate Justice and BC's Food System. Centre canadien de politiques alternatives, <https://www.policyalternatives.ca/everybitecounts>

par ceux qui sont les plus touchés. Lors de ralentissements passés dans le secteur des ressources, les familles ont fait face à une instabilité extrême provoquée par de faibles revenus, incluant la dépendance aux drogues et à l'alcool, l'augmentation de la violence conjugale et le divorce¹⁶. La gestion publique active devrait chercher à stabiliser les niveaux de production pendant la période

de transition et ainsi prévenir les dynamiques d'expansion et de ralentissement qui affectent les collectivités dépendantes des ressources au Canada. Étendue sur trois décennies, une transition en douceur vers l'abandon des combustibles fossiles qui serait juste aussi envers les travailleurs n'est pas déraisonnable.

16 Cooling, K., Lee, M., Daub, S., et Singer, J. (2015). Just Transition: Creating a green social contract for BC's resource workers. Centre canadien de politiques alternatives, <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/just-transition>



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques